

M. CHARLTON—A propos de cette question de houille, je veux faire voir la parfaite absurdité de l'espoir qu'un droit de 75c. par tonne produirait une grande consommation de la houille de la Nouvelle-Ecosse en Canada. Le meilleur charbon de Blossburgh peut être livré à Belleville pour \$3.75. La houille de la Nouvelle-Ecosse peut-être livrée à Montréal pour \$3.78. La houille bitumineuse de l'Ohio peut être livrée à Toronto pour \$3; et le meilleur charbon de la Pennsylvanie peut être livré à Chicago pour \$3.85.

M. MAUDONELL—Quelle est votre autorité ?

M. CHARLTON—L'honorable monsieur pourra réfuter mes assertions si bon lui semble, mais je proteste contre ses interruptions.

Si ce que j'avance est vrai, n'est-il pas absurde de croire qu'un droit de 75c. par tonne aurait l'effet de faire transporter la houille de la Nouvelle-Ecosse à l'ouest de Belleville, en concurrence avec ces espèces de houille américaine ? Ce serait imposer une taxe sur le pays ; et quoiqu'elle donnerait un très léger avantage à la Nouvelle-Ecosse, elle ajouterait de 5 à 7½ pour cent, en moyenne—d'après les représentants des fabricants—au coût des effets fabriqués dans l'ouest du Canada ; ce serait donc une taxe injuste, nuisible et absurde.

Je vais essayer de faire voir que le droit imposé sur le grain exporté du Canada aux Etats-Unis est toujours payé par le consommateur, et je prendrai l'orge comme exemple, parce que c'est à propos de ce grain plutôt que tout autre que l'on peut asséoir avec un semblant de plausibilité que nos cultivateurs ne sont pas remboursés du droit américain.

Durant les dernières quatre années et demie, nous avons exporté 37,215,000 boisseaux d'orge, et nous en avons reçu \$28,732,600, tandis que nous n'en avons importé que 767,000 boisseaux, pour lesquels nous avons payé \$376,000. En d'autres termes, nous en avons exporté 48 fois plus que nous n'en avons importé, et nous avons reçu 76 fois plus de ce que nous avons exporté que nous n'avons payé pour ce que nous avons importé. Durant la période de réci-

procité, nous avons reçu, en moyenne, 75½c. par boisseau pour notre orge.

M. L'ORATEUR—L'honorable député discute une question qui n'a aucun rapport avec la motion. Il renouvelle toute la question de protection. Si la Chambre désire la voir discuter de nouveau, elle est libre de le faire ; mais si l'honorable député parle de cette question, je devrai permettre à chacun de parler sur tous les sujets qu'il lui plaira.

M. CHARLTON—Mon but est de répondre à quelques assertions faites par l'honorable député de Cumberland au sujet de l'effet de la réciprocité durant la période du libre échange.

Le pays a reçu 75½c. par boisseau pour l'orge, et depuis cette époque il a reçu 89½c., ou 3½c. de plus lorsque le droit imposé par le gouvernement américain était de 15c. par boisseau, que lorsqu'il l'admettait en franchise. Cela nous fait voir qu'il est faux que le producteur paie les droits.

Je terminerai en répétant que ce droit sur le charbon, quelque absurde qu'il soit, ne l'est pas plus que celui que l'on voudrait faire imposer sur n'importe quel autre article—sur les produits manufacturés, sur le grain, ou en faveur des intérêts qui réclament la protection,—et que ce n'est que lorsque tous ces intérêts sont combinés dans une même résolution qu'ils ont la moindre apparence de respectabilité ou de plausibilité.

Je voterai contre ce droit comme l'honorable député de Northumberland, mais pour d'autres raisons que celles qu'il nous a données. Ce monsieur dit que sa raison est que ceci ne fait pas partie d'un plan général. Je voterai contre ce droit parce qu'il forme partie d'un plan général que je n'approuve pas—un plan général dont chaque détail est aussi condamnable et inacceptable que ce droit sur la houille.

M. PLUMB—Je suis surpris d'entendre un pareil discours de la part de l'honorable député de Norfolk-Nord (M. Charlton). Il a révoqué en doute la persévérance d'opinion de l'honorable député de Cumberland (M. Tupper). A propos de cet argument de *tu quoque*, je crois que sa propre conduite ne lui donne guère le droit de reprocher aux autres leurs changements d'opinions, car je n'ai jamais